

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
Pôle carrières-matériaux  
Rue du Cul d'Anon – Parc d'activités Angers / Saint-Barthélemy  
CS 80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 26/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **HERVÉ**

Route d'Ancenis  
44670 JUIGNE DES MOUTIERS

Références : 2022-186\_INSP\_RAP\_JLC\_HERVE - Noyant.publiable  
Code AIOT : 0006303495

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2022 dans l'établissement HERVÉ implanté Misengrain Noyant-la-Gravoyère 49520 SEGRE-EN-ANJOU BLEU. L'inspection a été annoncée le 20/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- HERVÉ
- Misengrain Noyant-la-Gravoyère 49520 SEGRE-EN-ANJOU BLEU
- Code AIOT : 0006303495
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Il s'agit de exploitation d'un terroir de déchets de schistes ardoisiers en vue de leur réutilisation. Des installations mobiles de traitement de matériaux (concassage, criblage) sont présentes. La surface de l'emprise de l'exploitation est d'environ 81 000 m<sup>2</sup>. La production maximale autorisée est de 150 000 t/an.

L'autorisation d'exploiter la carrière, incluant 2 ans de remise en état du site, a été accordée pour une durée de 18 années (jusqu'en 2038)

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Émissions de poussières;
- Qualité de l'eau;
- Déchets;
- Sécurité des fronts d'exploitation

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.2	/	Sans objet
4	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.4	/	Sans objet
6	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.2	/	Sans objet
8	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 2.1.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.1	/	Sans objet
3	Aménagement préliminaires	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.3	/	Sans objet
5	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.2.7.3	/	Sans objet
7	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.3.2	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les principales prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées. Des améliorations sont toutefois possibles, notamment en ce qui concerne les émissions de poussières provoquées par la circulation des véhicules.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Aménagement préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Information du public
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : <ul style="list-style-type: none"><li>• Son identité ;</li><li>• La référence de l'autorisation ;</li><li>• L'objet des travaux ;</li><li>• L'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant a mis en place à l'entrée de l'exploitation un panneau indiquant: <ul style="list-style-type: none"><li>• Son identité ;</li><li>• La référence de l'autorisation ;</li><li>• L'objet des travaux ;</li><li>• L'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Aménagements préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>• Des bornes en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et au minimum une borne de nivellement ; ces bornes doivent rester en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,</li><li>• Un piquetage en tous points nécessaires pour matérialiser le périmètre d'extraction et les distances de recul imposées au présent arrêté.</li></ul> Ces bornes et piquets sont conservés, maintenus repérables et dégagés de la végétation pendant toute la durée d'exploitation de la carrière. Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan est conservé sur le site d'exploitation afin de pouvoir être présenté lors de tout contrôle de l'administration. Un exemplaire de ce plan est transmis avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 3.1.4 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'exploitant a placé des bornes pour déterminer le périmètre de l'autorisation sur les parties Sud et Est de l'exploitation. Au Nord et à l'Est de l'exploitation la pose de bornes sur le terril ardoisier qui est à évacuer n'est pas réalisable. Le piquetage pour matérialiser le périmètre d'extraction n'est pas réalisé pour les mêmes raisons. Un plan de bornage est établi. Un exemplaire de ce plan a été remis à l'inspection des installations classées par courrier du 20 septembre 2022. Le plan n'a pas été transmis au préfet.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce plan avec la transmission de l'information du préfet prévue à l'article 3.1.4 de l'arrêté d'autorisation de 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Aménagement préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Eaux de ruissellement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation des eaux de ruissellement, empêchant ces dernières d'atteindre les zones en cours d'exploitation, est mis en place à la périphérie de ces zones
<b>Constats :</b> L'exploitation a lieu sur le terriil ou l'eau s'infiltre aisément. L'exploitant n'a pas jugé utile la réalisation de fossés périmétriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Aménagement préliminaires**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 3.1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Notification du début d'exploitation et de constitution des garanties finan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les travaux, pour la poursuite de l'exploitation, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.3 sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements et du document attestant la constitution des garanties financières prévu à l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2020.
<b>Constats :</b> Les travaux, pour la poursuite de l'exploitation, mentionnés aux articles 3.1.1 à 3.1.3 sont réalisés, mais l'exploitant n'a pas informé le préfet.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit informer le préfet. Cette information doit être accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements et du document attestant la constitution des garanties financières prévu à l'article 1.3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2020.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.2.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une analyse annuelle portant au moins sur les paramètres prévus à l'article 5.2.6.2 au niveau des eaux présentes aux points prévus à l'Article 5.2.6.1 complétée par une analyse des métaux lourds tous les 5 ans.
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a transmis 2 rapports d'analyses de l'eau réalisées en février et juin 2021 sollicités par l'inspection des installations classées. Ces rapports d'analyses des eaux sont réalisés par le bureau d'étude IRH (Ingénieur conseil) pour le compte de la société 2B Recyclage exploitant sur le même site que la société Hervé.

Les rapports indiquent que les analyses effectuées sur le ruisseau de "Misengrain" montrent l'absence d'impact sur le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Un nettoyage (balayage,...) de la voie d'accès au site est effectué en tant que de besoin. Un arrosage des aires et voies de circulation internes (dont pistes) est effectué en tant que de besoin, notamment en période sèche.
<b>Constats :</b> La voie d'accès aux installations est commune avec 3 autres entreprises implantées sur le secteur. Cette voie est empoussiérée. L'inspection des installations classées a constaté, à chaque passage de poids-lourds l'émission importante de poussières dans l'atmosphère. Il est constaté que le trafic est principalement dû aux activités des 3 autres entreprises implantées sur le secteur.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit prendre toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Il doit réaliser un nettoyage (balayage,...) de la voie d'accès au site en tant que de besoin. Un arrosage des aires et voies de circulation internes (dont pistes) doit être effectué en tant que de besoin, notamment en période sèche.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prévention de la pollution atmosphérique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 5.3.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions de poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées dans le respect de la norme NF X 43-014. En ce qui concerne le contrôle des niveaux d'empoussièrement, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/ m <sup>2</sup> / jour. L'objectif à ne pas dépasser est de 500 mg/ m <sup>2</sup> / jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées . Les campagnes de mesures sont trimestrielles et durent trente jours, notamment pendant les campagnes de concassage/criblage. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs 500 mg/ m <sup>2</sup> / jour, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle, notamment pendant les campagnes de concassage/criblage.
<b>Constats :</b> Par courriel du 20 septembre 2022, l'exploitant a adressé à l'inspection des installations classées le dernier rapport de mesures de retombées de poussières réalisées du 5 avril 2022 au 5 mai 2022 réalisé par TECHNILAB.

<p>Les mesures des retombées atmosphériques totales sont assurées par jauges de retombées.</p> <p>Les mesures des retombées atmosphériques sont exprimées en mg/ m<sup>2</sup>/ jour.</p> <p>L'objectif à ne pas dépasser de 500 mg/ m<sup>2</sup>/ jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées est respecté aux emplacements situés près d'un point sensible ou d'une zone habitable, sous les vents dominants</p> <p>On constate un résultat important (700 mg/m<sup>2</sup>/jour) à l'emplacement 5 (Témoin). L'échantillon d'eau récolté contenait de grandes quantités de matières organiques, possiblement dues à la présence de champs cultivés et fauchés aux alentours du point de mesure.</p> <p>Ce rapport indique à l'exploitant en conclusion, "qu'à l'issue des huit campagnes réalisées consécutivement, nous pouvons conclure à des résultats moyens « Satisfaisants » pour tous les emplacements de mesure concernés. En effet, leur moyenne annuelle glissante est bien inférieure à l'objectif de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour. D'autre part, il est à noter qu'aucun dépassement ponctuel de la valeur limite n'a été constaté lors de ces huit premières campagnes. Ainsi, nous recommandons de continuer le contrôle périodique avec une fréquence semestrielle."</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 :** Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/10/2020, article 2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Relation avec les tiers interférant avec l'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une convention est établie entre l'exploitant et les tiers dont les activités sont susceptibles d'interférer avec celles de l'exploitant, notamment les 3 autres sociétés implantées dans le secteur.</p> <p>La convention définit les modalités des gestions des parties communes aux activités de chaque exploitant (accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) dans le respect du présent arrêté ainsi que la responsabilité de chacun dans leur exploitation (entretien, mise à disposition, utilisation,...) en fonctionnement normal et dégradé. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention précise les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) en est informé.</p> <p>Cette convention est tenue à la disposition de l'inspection.</p>
<b>Constats :</b> Cette prescription n'a pas fait l'objet d'un contrôle de l'inspection des installations classées lors de l'inspection du 20 septembre 2022.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre cette convention à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que cette convention est établie entre l'exploitant et les tiers dont les activités sont susceptibles d'interférer avec celles de l'exploitant, notamment les 3 autres sociétés implantées dans le secteur.</p> <p>Elle doit définir les modalités des gestions des parties communes aux activités de chaque exploitant (accès, circulation, gestion des eaux, moyens d'alerte et de secours,...) dans le respect du présent arrêté ainsi que la responsabilité de chacun dans leur exploitation (entretien, mise à disposition, utilisation,...) en fonctionnement normal et dégradé. La convention vise à assurer la préservation de l'environnement et la sécurité (des personnes, biens,...). La convention doit préciser les conditions d'informations réciproques en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>L'ensemble des personnels concernés (de l'exploitant et des tiers) doit en être informé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet